

# Mons Les camarades de Di Rupo prônent le décumul « light »

Le bureau hebdomadaire du PS se réunit ce lundi dans un climat de crise caniculaire. La question du décumul des mandats sera au cœur des débats. Même si elle est sans lien direct avec les scandales de Liège, Charleroi et Bruxelles, elle s'impose comme réponse spectaculaire à une opinion publique et à des militants déboussolés par les derniers événements.

Un dénominateur commun semble avoir été trouvé en interne : l'interdiction du cumul entre une fonction exécutive au niveau local (bourgmestre, échevin, président de CPAS) et un mandat parlementaire régional ou fédéral. Mais les socialistes doivent encore s'entendre sur la position précise du curseur. La mesure vaudra-t-elle dès le scrutin communal de 2018 et les élections régionales de 2019 ? S'appliquera-t-elle aux élus des petites communes rurales comme à ceux des grandes villes ?

La journée de samedi a donné une idée des divergences sur ces questions. Des socialistes veulent

des avancées radicales tout de suite tandis que d'autres ne comprennent pas pourquoi des mandataires de qualité devraient payer pour quelques brebis galeuses. La fédération de Charleroi s'est prononcée en faveur du décumul intégral dès 2018-2019, dans la ligne tracée par Paul Magnette, le ministre-président wallon, qui n'y voit toutefois pas « une mesure miracle », comme il l'a souligné à la RTBF.

## Pas de défouloir

Pas loin de là, la fédération socialiste de Mons-Borinage, celle d'Elio Di Rupo qui n'assistait pas au congrès de La Bouverie, a pris une autre option en vue du bureau de ce lundi : le mandat unique et dès 2018 certes, mais uniquement pour les élus locaux provenant d'entités de plus de 25.000 habitants, soit 23 villes sur 262 communes. En deçà de ce seuil, le député-bourgmestre continuerait à exister.

C'est le message que portera au bureau du parti l'échevin montois Nicolas Martin, qui préside la fédération : « Ce congrès a

permis de prendre le pouls. Les débats ont été constructifs, loin du défouloir que l'on pouvait craindre. Le problème principal pour les militants, c'est le cumul des rémunérations pour lequel ils veulent une mesure simple : 100 % de l'indemnité parlementaire, c'est tout ! »

La singularité affichée par les camarades de son propre fief impose à Elio Di Rupo de trouver une position médiane qui pourra les satisfaire. Le message est clair : dans sa propre région aussi, le président du parti doit désormais faire face à la critique. Les résultats du congrès du 2 juillet et la préparation de celui-ci seront observés de près.

Et Nicolas Martin apparaît plus que jamais comme celui qui peut contester son autorité. Le député wallon et premier échevin de Mons ne s'en cache plus : en 2018, il donnera la priorité à son mandat local. Au point de poser sa candidature comme candidat-bourgmestre devant les militants ? On n'en est pas là, mais... ■

E.D.



Le Soir Wallonie 19/06/2017, pages 6 & 7

Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de Le Soir Wallonie

